



## SOUS-PREFECTURE D'APT

Environnement  
RAT/F B

### ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE

N° 65 du 19 juin 2006

portant prescriptions complémentaires  
à l'encontre de la Société des Engrais MANON MICHUT  
à ROBION

-----  
LE PRÉFET DE VAUCLUSE  
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR

- VU le code de l'environnement, notamment le Livre V - Titre 1er ;
- VU la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, codifiée par le livre V du code de l'environnement ;
- VU le décret n° 83-1025 du 28 novembre 1983 concernant les relations entre l'administration et les usagers ;
- VU les arrêtés préfectoraux du 27 février 1905, du 25 juillet 1957 et du 8 juillet 1972 ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 33 du 18 mars 2005 portant mise en demeure ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 89 du 7 juillet 2005 portant consignation ;
- VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 112 du 7 septembre 2005 ;
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées n° OB/LM S/D 2006 00428 en date du 6 avril 2006 ;

CONSIDÉRANT que la société des Engrais MANON-MICHUT est autorisée à exploiter des installations classées pour la protection de l'environnement dans son usine de fabrication d'engrais située Les Eyssariades - 84440 ROBION ;

CONSIDÉRANT que ces installations classées ne sont plus exploitées ;

CONSIDÉRANT que par conséquent, la société des Engrais MANON-MICHUT a informé Monsieur le préfet de Vaucluse qu'elle a cessé toutes activités classées et a proposé les travaux de remise en état du site industriel ;

CONSIDÉRANT que les travaux proposés doivent permettre de rendre le site industriel compatible avec les projets de réutilisation mais qu'il convient néanmoins de les compléter par :

- une étude des risques liés à la vétusté des bâtiments, et notamment des toitures, et une proposition de travaux de mise en sécurité le cas échéant ;
- une caractérisation de la pollution éventuelle au niveau du rejet des eaux dans le milieu naturel (fossé) et une proposition de travaux de nettoyage le cas échéant ;

SUR proposition de Monsieur le Sous-Préfet d'APT ;

## ARRETE

### ARTICLE 1er :

La Société des Engrais MANON-MICHUT, dont le siège social est situé 38460 PANOSSAS et représentée par son directeur Monsieur Louis MICHUT, doit, pour ses deux sites industriels situés à Robion, les Eyssariades :

- mettre en œuvre les travaux de réhabilitation du site industriel conformément au dossier de remise en état n° SM/JYL/RICH - mars 2006 transmis le 20 mars 2006 ;
- étudier les risques liés à la vétusté des bâtiments, et notamment des toitures, et de proposer les travaux de mise en sécurité le cas échéant ;
- caractériser la pollution éventuelle au niveau du rejet des eaux dans le milieu naturel (fossé) et de proposer les travaux de nettoyage le cas échéant ;
- remettre à l'Inspection des installations classées un rapport de fin de travaux ;
- mettre en place une surveillance des eaux souterraines conformément au dossier de remise en état n° SM/JYL/RICH - mars 2006 transmis le 20 mars 2006 ;
- déposer un dossier, avant toute vente et/ou réutilisation des terrains et bâtiment, demandant l'institution de servitudes d'utilité publique permettant de limiter l'usage futur des terrains et de pérenniser les actions de surveillance.

### ARTICLE 2 :

La Société des Engrais MANON-MICHUT doit transmettre à l'Inspection des installations classées tous les éléments justifiant du respect du présent arrêté.

### ARTICLE 3 :

Un extrait du présent arrêté sera affiché à la mairie de ROBION, pendant une durée d'un mois. Un procès-verbal constatant l'accomplissement de cette formalité devra être adressé à la Sous-Préfecture d'Apt par le Maire de ROBION.

Un même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation. Une copie du présent arrêté sera conservée dans les archives de la mairie pour être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

Un avis sera inséré par les soins du Sous-Préfet d'Apt et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département de Vaucluse.

#### ARTICLE 4 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Marseille, conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du code de l'environnement. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### ARTICLE 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture de Vaucluse, le Sous-Préfet d'APT, le Maire de ROBION, l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M Louis MICHUT par courrier recommandé avec accusé de réception. Une copie du présent arrêté sera également adressée à Madame et Messieurs le commandant du Groupement de Gendarmerie de Vaucluse, le Directeur Départemental de l'Equipeement, le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales, le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et le Président du Parc Naturel Régional du Luberon.

APT, le 19 juin 2006  
Pour le Préfet,  
Le Sous-Préfet,

Copie certifiée conforme  
Le secrétaire général

  
Patrick MIRE



  
Michel GILBERT